

Cote du document:	EB/94
Date:	24 novembre 2008
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Conseil d'administration

Procès-verbal de la quatre-vingt-quatorzième session

Conseil d'administration — Quatre-vingt-quatorzième
session
Rome, 10-11 septembre 2008

Note aux Administrateurs

Les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport avec le responsable du FIDA ci-après:

Paolo Ciocca

Secrétaire du FIDA

téléphone: +39 06 5459 2254

courriel: p.ciocca@ifad.org

Table des matières

Chapitre	Paragraphe	Page
I. Introduction	1-2	1
II. Ouverture de la session	3	1
III. Décisions du Conseil d'administration	4-45	1-12
A. Adoption de l'ordre du jour	4	1
B. Politique du FIDA relative à l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière	5	1
C. Priorités stratégiques pour un programme de travail axé sur les résultats, un mécanisme de financement du développement des programmes et des budgets administratif et d'investissement du FIDA et de son Bureau de l'évaluation pour 2009 axés sur les résultats	6-7	1-2
D. Politique de gestion des risques au FIDA	8	2
E. Mise à jour verbale sur le Plan d'action: réforme des ressources humaines	9	2
F. Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la cinquante-deuxième session	10	2
G. Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction (PRISMA)	11	3
H. Programme d'options stratégiques pour le pays	12-14	3-4
I. Ressources disponibles pour engagement	15	4
J. Propositions de projets/programmes présentées au Conseil d'administration pour examen	16-32	5-9
K. Propositions de dons présentées au Conseil d'administration pour examen	33-35	9-10
L. Activités prévues au titre des projets	36	10
M. Structure et teneur révisées du Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement	37	10
N. Rapport sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA	38	10-11
O. Questions financières	39-42	11
P. Projet d'ordre du jour provisoire de la trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs	43	11
Q. Questions diverses	44-45	12

Annexes	Page
I. Délégations à la quatre-vingt-quatorzième session du Conseil d'administration	13-25
II. Liste des documents soumis à la quatre-vingt-quatorzième session du Conseil d'administration	26-28
III. Ordre du jour	29-32

Procès-verbal de la quatre-vingt-quatorzième session du Conseil d'administration

I. Introduction

1. La quatre-vingt-quatorzième session du Conseil d'administration s'est tenue à Rome les 10 et 11 septembre 2008. La liste des délégations figure à l'annexe I.
2. Le Conseil d'administration était saisi des documents énumérés à l'annexe II.

II. Ouverture de la session

3. En sa qualité de président de la réunion, le Président du FIDA, M. Lennart Båge, ouvre la quatre-vingt-quatorzième session du Conseil d'administration.

III. Décisions du Conseil d'administration

A. Adoption de l'ordre du jour (point 2 de l'ordre du jour)

4. Le Conseil d'administration examine l'ordre du jour provisoire (document EB 2008/94/R.1) et adopte l'ordre du jour qui figure dans le document EB 2008/94/R.1/Rev.1, reproduit à l'annexe III.

B. Politique du FIDA relative à l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière (point 3 de l'ordre du jour)

5. Le Conseil d'administration examine la politique du FIDA relative à l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière telle que formulée dans le document EB 2008/94/R.2 et modifiée dans le document EB 2008/94/C.R.P. 1 (dont la version révisée paraîtra sous la cote EB 2008/94/R.2/Rev.1). Cette politique, profondément ancrée dans le Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, prône une approche pragmatique permettant d'atteindre le premier objectif stratégique du Fonds, à savoir faire en sorte que les populations rurales pauvres aient accès aux ressources naturelles. Au cours d'un échange de vues fructueux, un certain nombre de questions sont soulevées quant aux principes directeurs recensés pour intégrer la problématique foncière dans les instruments et processus opérationnels du FIDA. Un document de séance – dans lequel ces principes directeurs ont été révisés et éclaircis s'agissant, entre autres, des implications financières – est soumis au Conseil. Ces révisions et les nouveaux amendements convenus lors des délibérations figureront dans le texte final de ce document d'orientation et l'on veillera à harmoniser les versions y relatives dans les quatre langues officielles.

C. Priorités stratégiques pour un programme de travail, un mécanisme de financement du développement des programmes et des budgets administratif et d'investissement du FIDA et de son Bureau de l'évaluation pour 2009 axés sur les résultats (point 4 de l'ordre du jour)

6. Le Conseil d'administration examine les priorités stratégiques pour un programme de travail, un mécanisme de financement du développement des programmes et des budgets administratif et d'investissement du FIDA et de son Bureau de l'évaluation pour 2009 axés sur les résultats (document EB 2008/94/R.3). Il avalise les priorités institutionnelles pour 2009, qui portent essentiellement sur les moyens de répondre avec efficacité aux défis mondiaux posés par la crise alimentaire et le changement climatique. Un consensus général se dégage quant à un programme de travail 2009 pour un montant de 715 millions d'USD, compte tenu de la disponibilité des ressources. Tout en se félicitant de l'amélioration prévue en ce qui concerne le ratio d'efficacité par rapport au niveau de référence et de l'augmentation des ressources allouées aux domaines opérationnels – estimée à 63% –, les Administrateurs

demandent que plus de détails soient présentés dans la proposition définitive, y compris les dépenses budgétaires de 2007 et celles estimées pour 2008. Les observations et remarques formulées par le Conseil lors de ses délibérations seront prises en compte lors de l'établissement des propositions finales devant être examinées par le Comité d'audit à sa réunion de novembre, puis par le Conseil en décembre.

7. Le Conseil examine également la proposition de programme de travail et les questions relatives aux ressources du Bureau de l'évaluation (OE) pour 2009 et fait part de son large consensus à cet égard. Conformément aux recommandations du Comité de l'évaluation, entérinées par le Conseil, OE présente un programme de travail triennal à horizon mobile pour la période allant de 2009 à 2011, qui a été en outre examiné par le Comité de l'évaluation à sa cinquante-deuxième session et sera modifié en fonction des orientations données par le Comité et le Conseil.

D. Politique de gestion des risques au FIDA (point 5 de l'ordre du jour)

8. Le Conseil d'administration examine la politique de gestion des risques au FIDA (documents EB 2008/94/R.4 et EB 2008/94/INF.8). Reconnaisant l'incertitude et la complexité de l'environnement dans lequel le FIDA travaille, le Conseil accueille avec satisfaction la politique, qui s'appuie sur les activités antérieures et actuelles et donne les moyens structurels de recenser, hiérarchiser et gérer les risques posés par les opérations du Fonds.

E. Mise à jour verbale sur le Plan d'action: réforme des ressources humaines (point 6 de l'ordre du jour)

9. Un rapport est présenté verbalement au Conseil sur le Plan d'action du FIDA pour améliorer son efficacité en matière de développement et les progrès accomplis en ce qui concerne le programme de réforme du FIDA, s'agissant en particulier de la gestion des ressources humaines (RH). Les questions portant sur les ressources humaines ont également fait l'objet d'un examen approfondi lors d'un séminaire informel tenu par le Conseil le 9 septembre 2008. La direction réaffirme sa détermination à mettre en œuvre rapidement un ambitieux programme de réforme des ressources humaines. À cet égard, les Administrateurs seront tenus pleinement informés et une proposition relative à un programme de départ anticipé volontaire sera présentée au Conseil en décembre 2008.

F. Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la cinquante-deuxième session (point 7 de l'ordre du jour)

10. La présidente du Comité de l'évaluation présente le rapport sur la cinquante-deuxième session (document EB 2008/94/R.5), tenue le 5 septembre 2008. La proposition visant à procéder à un réexamen de la politique du FIDA en matière d'évaluation – et l'ampleur de cet exercice – fait l'objet d'un débat approfondi. La proposition visant à procéder à un examen par les pairs du Bureau de l'évaluation et à engager ensuite sur cette base un réexamen général de la politique d'évaluation est entérinée. Il est toutefois convenu que le Comité devra tenir de nouvelles discussions et rendre compte au Conseil en décembre, en vue d'établir le mandat et les modalités de l'examen par les pairs. Les procédures relatives à la nomination et au renouvellement du mandat du Directeur d'OE seront aussi examinées, en vue de formuler des recommandations à l'intention du Conseil à sa session de décembre.

G. Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction (PRISMA) (point 8 de l'ordre du jour)

11. Le Conseil examine le cinquième rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction (PRISMA) (document EB 2008/94/R.6 et son additif), qui contient également les observations formulées par OE. Il accueille avec satisfaction les nouvelles caractéristiques ajoutées cette année et réaffirme l'importance du PRISMA, outil de suivi et de surveillance tant pour le Conseil que pour la direction. Le Conseil félicite la direction sur la performance à l'égard des recommandations formulées dans des accords conclusifs, puisque 90% d'entre elles ont déjà été incorporées dans les activités du FIDA. Les Administrateurs se félicitent également de l'accent mis sur la durabilité et l'innovation, thèmes transversaux qui mettent en évidence les initiatives lancées pour garantir l'impact durable des projets du FIDA et pour intégrer l'innovation dans les structures et processus existants. Le suivi et l'évaluation, la formation et le renforcement des capacités, la problématique hommes-femmes et la gestion des ressources naturelles restent des sujets essentiels auxquels des améliorations doivent être apportées. À cet égard, le Conseil est informé que la direction a la ferme volonté de traiter ces questions.

H. Programmes d'options stratégiques pour les pays (point 9 de l'ordre du jour)

a) Afrique orientale et australe

Burundi

12. Le Conseil d'administration examine le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) établi pour le Burundi (EB 2008/94/R.7 et son additif, dont la synthèse paraîtra sous la cote EB 2008/94/R.7/Rev.1). Il se félicite de l'exercice intensif de consultation mené et de la qualité du document. Le Conseil note l'objectif ambitieux, qui est de doubler la production agricole dans la zone du projet, et prend acte de l'explication selon laquelle il peut être atteint pour les 200 000 ménages visés, compte tenu du faible niveau actuel de la base de production dans le pays. Il est expliqué que tous les nouveaux projets seront sous supervision directe et que le fonctionnaire chargé de la présence dans le pays au Rwanda s'acquitte également de certaines fonctions liées à la représentation du FIDA au Burundi. Des précisions sont fournies au sujet de l'accent mis sur les besoins alimentaires essentiels de la population: une fois que ceux-ci seront suffisamment couverts, les nouveaux projets pourront aussi porter sur le développement de l'énergie rurale, par exemple la production de biogaz domestique, en s'appuyant sur les expériences acquises à cet égard dans la région. Le Conseil est informé que la méthode de ciblage du Programme alimentaire mondial a été appliquée pour sélectionner les zones de projet et que, pour parer au risque de pénurie de terres pour les rapatriés, les terres irriguées seront redistribuées, le rôle des comités de développement communautaire renforcé et des services itinérants d'appui juridique à l'intention des femmes.

b) Asie et Pacifique

Viet Nam

13. Le Conseil d'administration examine le COSOP établi pour le Viet Nam (document EB 2008/94/R.8 et son additif, dont la synthèse paraîtra sous la cote EB 2008/94/R.8/Rev.1). Il reconnaît que les objectifs stratégiques du COSOP sont alignés sur les priorités du Gouvernement vietnamien et ouvrent des possibilités de partenariat avec les acteurs du développement dans le pays. Les principaux points soulevés par le Conseil sont les suivants: i) la nécessité de définir les avantages comparatifs propres au FIDA dans le pays et leurs liens logiques avec les objectifs stratégiques; ii) des précisions concernant les réalisations du projet afin de faciliter le suivi de l'exécution; iii) la nécessité de disposer de sources de données de référence;

et iv) la satisfaction quant à l'inclusion de mesures ayant trait au changement climatique. Les membres du Conseil d'administration formulent plus particulièrement des observations quant à la nécessité de renforcer les systèmes d'information sur les marchés; de mettre en commun l'expérience en matière de rémunération des services environnementaux; d'aligner toutes les activités sur les processus de planification du gouvernement; et d'introduire des processus de planification des programmes/projets dans le plan de développement socioéconomique (PDSE) du gouvernement. Le Conseil note en outre que le chargé de programme de pays a été détaché sur le terrain. Il est expliqué que le COSOP a été élaboré et finalisé en collaboration avec le Gouvernement vietnamien. Le Conseil est informé que la rémunération des services environnementaux a été mise à l'essai dans le cadre du Programme de rétribution des pauvres des hautes terres pour la prestation de services environnementaux financé par un don accordé au titre du guichet régional et exécuté par le Centre mondial d'agroforesterie, et que les activités seront menées lors des prochains projets dans la filière pour le Viet Nam. Il est expliqué en outre que l'harmonisation avec les processus de planification du gouvernement doit se faire d'abord en alignant le calendrier prévu pour l'exercice de planification des programmes/projets sur le PDSE aux niveaux de la commune, du district et de la province et en intégrant l'exécution au sein des institutions provinciales existantes. Les observations formulées par le Conseil seront prises en compte lors de l'exécution du COSOP.

c) **Amérique latine et Caraïbes**

Brésil

14. Le Conseil d'administration examine le COSOP établi pour le Brésil (document EB 2008/94/R.9 et son additif, dont la synthèse paraîtra sous la cote EB 2008/94/R.9/Rev.1). Les Administrateurs se félicitent de la qualité du COSOP, en particulier de la suite donnée aux recommandations issues de l'évaluation du programme-pays, ainsi que du vaste processus participatif de consultation qui a fait partie intégrante de la préparation du COSOP et en a assuré l'appropriation par le pays. Le Conseil approuve l'accent mis sur la région du Nord-Est, compte tenu de la taille du pays et du fait que c'est là que la pauvreté rurale est la plus fortement concentrée. Les Administrateurs se félicitent aussi de l'attention particulière accordée à la gestion des savoirs et à la concertation. Ils demandent que les responsabilités à assigner au bureau de pays au Brésil soient clairement définies, afin d'éviter les doubles emplois avec le siège. Le Représentant du Brésil déclare que les propositions figurant dans le COSOP vont dans le sens des stratégies et politiques du pays. Il indique que son pays souscrit à l'accent mis sur la région du Nord-Est et que le Gouvernement brésilien souhaite que le FIDA étudie la possibilité de travailler davantage dans d'autres régions, en particulier le Nord et l'Amazonie. Il souligne en outre qu'il est pertinent de mettre en place un bureau au Brésil afin de renforcer les liens qui unissent le FIDA et le pays. Enfin, il fait remarquer que, pour le gouvernement central, la participation du FIDA à la gestion des savoirs et à la concertation est encore plus utile que le financement de projets, bien que celui-ci soit très important pour les administrations infranationales (au niveau des États).

I. Ressources disponibles pour engagement (point 10 de l'ordre du jour)

15. Le Conseil examine les ressources disponibles pour engagement (document EB 2008/94/R.10 et additif) à la présente session. Les entrées nettes du 1^{er} janvier au 31 août 2008 sont estimées à 263,7 millions d'USD, tandis que le montant requis au titre des propositions de prêt et de don soumises à la présente session pour approbation est d'approximativement 234 millions d'USD, soit un total annuel cumulé de 321,5 millions d'USD à ce jour. Le Conseil approuve donc le recours à un montant additionnel allant jusqu'à 57,8 millions d'USD au titre du pouvoir d'engagement anticipé (PEA).

J. Propositions de projets/programmes présentées au Conseil d'administration pour examen (point 11 de l'ordre du jour)

a) Afrique de l'Ouest et du Centre

i) Cameroun: Projet d'appui au développement de la microfinance rurale

16. Le Conseil d'administration examine la proposition de projet contenue dans le document EB 2008/94/R.11, ainsi que ses additif et garanties importantes, et adopte les résolutions suivantes:

"DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Cameroun un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à huit millions trois cent mille droits de tirage spéciaux (8 300 000 DTS) venant à échéance le 15 août 2048 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Cameroun un don libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à cent trente mille droits de tirage spéciaux (130 000 DTS) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

ii) Congo: Projet de développement rural dans les départements de la Likouala, du Pool et de la Sangha

17. Le Conseil d'administration examine la proposition de projet contenue dans le document EB 2008/94/R.12, ainsi que ses garanties importantes, et adopte la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Congo un don libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à cinq millions deux cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (5 250 000 DTS) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

iii) Sénégal: Projet d'appui aux filières agricoles

18. Le Conseil d'administration examine la proposition de projet contenue dans le document EB 2008/94/R.13, ainsi que ses garanties importantes et rectificatif, et adopte les résolutions suivantes:

"DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Sénégal un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à neuf millions cent mille droits de tirage spéciaux (9 100 000 DTS), venant à échéance le 15 juillet 2048 ou avant cette date, et assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Ce prêt sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Sénégal un don libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à cent soixante-dix mille droits de tirage spéciaux (170 000 DTS) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

b) Afrique orientale et australe

i) Madagascar: Projet d'appui au renforcement des organisations professionnelles et aux services agricoles

19. Le Conseil d'administration examine la proposition de projet contenue dans le document EB 2008/94/R.14 et adopte les résolutions suivantes:

"DÉCIDE: que le Fonds fera à la République de Madagascar un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à onze millions quatre cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (11 450 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} mars 2048 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de Madagascar un don libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à trois cent vingt mille droits de tirage spéciaux (320 000 DTS) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

ii) *Mozambique: Programme de promotion des marchés ruraux*

20. Le Conseil d'administration examine la proposition de programme contenue dans le document EB 2008/94/R.15, ainsi que ses garanties importantes, et adopte la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Mozambique un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à dix-neuf millions cent mille droits de tirage spéciaux (19 100 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} juin 2048 ou avant cette date. Il sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

iii) *Rwanda: Projet de gestion communautaire des bassins versants de Kirehe*

21. Le Conseil d'administration examine la proposition de projet contenue dans le document EB 2008/94/R.16, ainsi que ses additif et garanties importantes, et adopte la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Rwanda un don libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à treize millions cinquante mille droits de tirage spéciaux (13 050 000 DTS) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

c) **Asie et Pacifique**

i) *Indonésie: Projet relatif au programme national d'autonomisation des communautés rurales*

22. Le Conseil d'administration examine la proposition de projet contenue dans le document EB 2008/94/R.17, ainsi que ses additif et garanties importantes, et adopte les résolutions suivantes:

"DÉCIDE: que le Fonds fera à la République d'Indonésie un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à quarante-deux millions trente-trois mille trois cents droits de tirage spéciaux (42 033 300 DTS) venant à échéance le 1^{er} septembre 2048 ou avant cette date. Il sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République d'Indonésie un don libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à deux cent quarante-six mille huit cents droits de tirage spéciaux (246 800 DTS) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

ii) *Kirghizistan: Projet relatif aux investissements et aux services dans le secteur agricole*

23. Le Conseil d'administration examine la proposition de projet contenue dans le document EB 2008/94/R.18 et adopte la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds fera à la République kirghize un don libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à cinq millions cinq cent quatre-vingt-huit mille droits de tirage spéciaux (5 588 000 DTS) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

d) **Amérique latine et Caraïbes**

- i) *Costa Rica: Programme national de développement du secteur rural et de l'entreprise*

24. Le Conseil d'administration examine la proposition de programme contenue dans le document EB 2008/94/R.19, ainsi que ses additif et garanties importantes, et adopte la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Costa Rica un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à cinq millions huit cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (5 850 000 DTS) venant à échéance le 15 octobre 2026 ou avant cette date. Il sera assorti d'un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds, et sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

e) **Proche-Orient et Afrique du Nord**

- i) *Albanie: Programme de liaison des zones montagneuses aux marchés*

25. Le Conseil d'administration examine la proposition de programme contenue dans le document EB 2008/94/R.20, ainsi que ses additif et garanties importantes, et adopte les résolutions suivantes:

"DÉCIDE: que le Fonds fera à la République d'Albanie un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à cinq millions huit cent soixante mille droits de tirage spéciaux (5 860 000 DTS), venant à échéance le 1^{er} août 2028 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt équivalant à la moitié du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République d'Albanie un don libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à deux cent soixante mille droits de tirage spéciaux (260 000 DTS) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

- ii) *Géorgie: Mémoire du Président: Programme de développement rural pour les zones de montagne et de hautes terres (prêt n° 543-GE) – Modification de l'accord de prêt*

26. Le Conseil d'administration examine et approuve la modification de l'accord de prêt et la réaffectation des fonds du prêt pour le programme de développement rural pour les zones de montagne et de hautes terres, figurant dans le document EB 2008/94/R.21.

- iii) *Moldova: Programme relatif aux services financiers ruraux et à la commercialisation*

27. Le Conseil d'administration examine la proposition de programme contenue dans le document EB 2008/94/R.22, ainsi que ses additif et garanties importantes, et adopte les résolutions suivantes:

"DÉCIDE: que le Fonds fera à la République de Moldova un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à huit millions cent mille droits de tirage spéciaux (8 100 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} juin 2048 ou avant cette date, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an, et qui sera régi par des

modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de Moldova un don libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à trois cent quarante mille droits de tirage spéciaux (340 000 DTS) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

iv) *Soudan: Projet d'amélioration des moyens de subsistance dans le Sud-Soudan*

28. Le Conseil d'administration examine la proposition de projet contenue dans le document EB 2008/94/R.23, ainsi que son additif, et adopte la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Soudan un don libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à huit millions six cent mille droits de tirage spéciaux (8 600 000 DTS) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

29. Le Conseil d'administration approuve la proposition de don concernant le Soudan, pour laquelle les négociations n'ont pas été menées à bien avant l'examen par le Conseil, sous réserve que toute modification importante des conditions présentées à la présente session qui pourrait résulter des négociations sera portée à l'attention du Conseil à une session ultérieure, avant la signature de l'accord de don en question.

f) **Mémorandum du Président: Modification des modalités de supervision**

30. Le Conseil d'administration examine la proposition figurant dans le document EB 2008/94/R.24 et approuve la modification des modalités de supervision des 56 projets énumérés dans le tableau aux pages 5 à 7 dudit document, en vertu de laquelle la supervision sera assurée directement par le FIDA et non plus par l'institution coopérante. Les accords de prêts concernés seront modifiés et les lettres de nomination des institutions coopérantes visées annulées.

g) **Mesures prises par le FIDA pour faire face à la hausse des prix des produits alimentaires**

- i) *Mémorandum du Président: Modifications des accords de prêt et de financement pour: 1) le Projet de renforcement de la compétitivité de l'économie rurale dans le département de Yoro (prêt n° 743-HN), République du Honduras; et 2) le Projet en faveur de l'accès des petits producteurs aux chaînes de valeur et aux marchés (prêt n° 729-NI et don DSF-8009-NI), République du Nicaragua*

31. Le Conseil d'administration examine le mémorandum du Président sur les modifications apportées aux accords de prêt et de financement pour le projet de renforcement de la compétitivité de l'économie rurale dans le département de Yoro en République du Honduras et pour le projet en faveur de l'accès des petits producteurs aux chaînes de valeur et aux marchés en République du Nicaragua (document EB 2008/94/R.25) et adopte les résolutions suivantes:

"DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Honduras un prêt supplémentaire, libellé en diverses monnaies, d'un montant équivalant à un million quatre cent trente mille droits de tirage spéciaux (1 430 000 DTS), venant à échéance le 15 novembre 2047 ou avant cette date, assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions approuvées par le Conseil d'administration à sa quatre-vingt-douzième session en décembre 2007.

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Nicaragua un prêt supplémentaire, libellé en diverses monnaies, d'un montant équivalant à trois cent quatre-vingt-dix mille droits de tirage spéciaux (390 000 DTS), venant à échéance le 1^{er} août 2047 ou avant cette date, assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions approuvées par le Conseil d'administration à sa quatre-vingt-onzième session en septembre 2007.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Nicaragua un don supplémentaire, libellé en diverses monnaies, d'un montant équivalant à trois cent quatre-vingt-dix mille droits de tirage spéciaux (390 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions approuvées par le Conseil d'administration à sa quatre-vingt-onzième session en septembre 2007."

ii) *Mise à jour sur les mesures immédiates prises par le FIDA pour faire face à la hausse des prix des produits alimentaires*

32. Le Conseil d'administration prend note des informations figurant dans le document EB 2008/94/R.38 sur les initiatives en cours ou prévues pour faire face à la hausse des prix des produits alimentaires.

K. Propositions de dons présentées au Conseil d'administration pour examen (point 12 de l'ordre du jour)

a) **Dons au titre du guichet mondial/régional destinés à des centres et organisations internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI**

33. Le Conseil d'administration examine les informations contenues dans le document EB 2008/94/R.26 et convient, en adoptant les résolutions ci-après, d'apporter un appui à trois programmes de recherche et de formation agricoles qui seront exécutés par l'intermédiaire de centres et organisations ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI):

"DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie la phase II du Programme d'appui au partenariat pour la gestion des connaissances en finance rurale, accordera un don ne dépassant pas un million trois cent mille dollars des États-Unis (1 300 000 USD) au Kenya Gatsby Trust (KGT) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie la Consolidation institutionnelle de la Commission de l'agriculture familiale du Marché commun du Sud (MERCOSUR), accordera un don ne dépassant pas un million quatre-vingt mille dollars des États-Unis (1 080 000 USD) à la Commission de l'agriculture familiale du MERCOSUR à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme d'appui à la formulation et à l'application de lignes directrices pour une politique foncière panafricaine, accordera un don ne dépassant pas sept cent cinquante mille dollars des États-Unis (750 000 USD) à la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique à l'appui d'un programme de deux ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport."

b) **Don au titre du guichet mondial/régional à un centre international bénéficiant du soutien du GCRAI**

34. Le Conseil d'administration examine les informations contenues dans le document EB 2008/94/R.27 et convient, en adoptant la résolution ci-après, d'apporter un appui à un programme de recherche et de formation agricoles qui sera exécuté par l'intermédiaire d'un centre bénéficiant du soutien du GCRAI:

"DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de promotion de l'innovation rurale par le biais de la domestication participative des arbres en Afrique de l'Ouest et du Centre, accordera un don ne dépassant pas un million deux cent mille dollars des États-Unis (1 200 000 USD) au Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF) à l'appui d'un programme de trois ans, selon des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport."

c) **Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet-pays spécifique à l'Organisation des femmes ougandaises pour sauver des orphelins au profit du renforcement des capacités institutionnelles, de la mobilisation des ressources et du développement des services financiers ruraux**

35. Le Conseil d'administration examine les informations contenues dans le document EB 2008/94/R.28 et approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le renforcement des capacités institutionnelles, la mobilisation des ressources et le développement des services financiers ruraux, accordera un don ne dépassant pas six cent quatre-vingt mille dollars des États-Unis (680 000 USD) à l'Organisation des femmes ougandaises pour sauver des orphelins (UWESO) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport."

L. Activités prévues au titre des projets (point 13 de l'ordre du jour)

36. Le Conseil d'administration examine le document sur les activités prévues au titre des projets pour 2008-2009 (document EB 2008/94/R.29) et prend note des informations fournies en ce qui concerne les projets et programmes dans la filière, les COSOP examinés à ce jour et ceux qui devraient être soumis à l'une des prochaines sessions du Conseil.

M. Structure et teneur révisées du Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (point 14 de l'ordre du jour)

37. En réponse à la demande du Conseil, qui souhaitait que les rapports sur les résultats obtenus au FIDA soient rationalisés, le document EB 2008/94/R.30 présente la structure et la teneur révisées du Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement. À partir de décembre 2008, le Rapport sur la performance du portefeuille sera intégré dans le rapport susmentionné, afin de fournir une évaluation unique et exhaustive de la performance du FIDA dans les domaines de la pertinence, de l'efficacité en matière de développement et de l'efficacité et l'efficience organisationnelles, à l'aide des indicateurs du Cadre de mesure des résultats.

N. Rapport sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA (point 15 de l'ordre du jour)

38. Le rapport sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA (document EB 2008/94/R.31) contient, à l'intention du Conseil, un résumé des délibérations des deuxième et troisième sessions de la Consultation sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA. Les Administrateurs se réjouissent de la contribution versée par la

République du Yémen, d'un montant de 1 million d'USD, soit une augmentation de 67% par rapport à la contribution versée à la reconstitution précédente. Le Conseil est informé verbalement des questions qui seront examinées à la quatrième session de la Consultation, qui se tiendra les 21 et 22 octobre 2008.

O. Questions financières (point 16 de l'ordre du jour)

a) Rapports sur l'état d'avancement

i) Rapport sur l'état des contributions à la septième reconstitution des ressources du FIDA

39. Le Conseil d'administration examine l'état des contributions à la septième reconstitution des ressources du FIDA (document EB 2008/94/R.32). Il est informé que de nouveaux versements à la septième reconstitution ont été effectués par l'Arménie, la Belgique, l'Indonésie, la Malaisie, le Swaziland, la Tunisie et la Zambie depuis la finalisation du rapport le 30 juin. Les montants versés s'élèvent désormais à 395 millions d'USD au total, ce qui représente 62% des annonces de contribution. Le Conseil d'administration approuve en outre l'utilisation d'une contribution complémentaire de 300 000 EUR versée par l'Allemagne en vue d'appuyer l'élargissement de la portée de la planification du FIDA en matière de développement.

ii) Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le deuxième trimestre de 2008

40. Les Administrateurs examinent le rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le deuxième trimestre de 2008 (document EB 2008/94/R.33) et notent que le portefeuille a dégagé des résultats positifs au cours du premier semestre de 2008, avec un rendement net de 39,5 millions d'USD pour la période considérée, soit un taux de rendement de 1,55% pour les six premiers mois de l'année. Il note en outre que, selon les renseignements actualisés fournis verbalement, le portefeuille a dégagé d'excellents résultats au cours des deux premiers mois du troisième trimestre de 2008 et que le produit des placements s'élève à 72,5 millions d'USD pour la période allant de janvier à août 2008, soit un taux de rendement de 2,79%.

b) Rapports du Comité d'audit

i) Rapport du président du Comité d'audit sur la centième réunion

41. Le Conseil d'administration prend note du rapport présenté par le président du Comité d'audit sur la centième réunion (document EB 2008/94/R.34), qui s'est tenue le 7 juillet 2008, et l'approuve. Lors de cette réunion, le Comité a notamment examiné l'évaluation externe de la qualité de l'audit interne et la mise en œuvre de la politique anticorruption.

ii) Rapport du président du Comité d'audit sur la cent unième réunion

42. Le Conseil d'administration prend note du rapport présenté par le président du Comité d'audit sur la cent unième réunion (document EB 2008/94/R.35), qui s'est tenue le 8 septembre 2008, et l'approuve. Lors de cette réunion, le Comité a notamment examiné la politique de gestion des risques au FIDA et les rapports du Commissaire aux comptes.

P. Projet d'ordre du jour provisoire de la trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs (point 17 de l'ordre du jour)

43. Le Conseil d'administration approuve le projet d'ordre du jour provisoire de la trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs (document EB 2008/94/R.36), qui se tiendra les 18 et 19 février 2009.

Q. Questions diverses (point 18 de l'ordre du jour)**a) Initiative de la France concernant un partenariat mondial pour la sécurité alimentaire**

44. L'Administrateur représentant la France, M. François Marion, fournit des renseignements actualisés sur l'initiative du Président de la République, M. Sarkozy, concernant un partenariat mondial pour la sécurité alimentaire, notamment la facilité proposée pour appuyer le développement agricole.

b) Protocole d'accord avec l'Alliance pour une révolution verte en Afrique

45. Le Conseil approuve les dispositions énoncées dans le protocole d'accord conclu entre le FIDA, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) (document EB 2008/94/R.37).

Document:	<u>EB 2008/94/INF.7/Rev.1</u>
Date	<u>11 September 2008</u>
Distribution:	<u>Restricted</u>
Original:	<u>Arabic/English</u>
	<u>French/Spanish</u>



Enabling poor rural people
to overcome poverty

**Delegations at the
ninety-fourth session of the
Executive Board**

**Délégations à la
quatre-vingt-quatorzième session
du Conseil d'administration**

**Delegaciones en el
94º período de sesiones de la
Junta Ejecutiva**

Executive Board — Ninety-fourth Session
Rome, 10-11 September 2008

For: **Information**

ALGERIA

Executive Board Director

Mohamed Larbi GHANEM
Chef de division de l'organisation de
la planification et des programmes
Ministère des finances
Alger

ARGENTINA

Executive Board Director

María del Carmen SQUEFF
Consejero
Representante Permanente Alternativa
de la República Argentina
ante el FIDA
Roma

BELGIUM

Executive Board Director

Martine VAN DOOREN
Ministre Conseiller
Représentant permanent adjoint
du Royaume de Belgique
auprès du FIDA
Rome

BRAZIL

Carlos Eduardo LAMPERT COSTA
Deputy Secretary for International Affairs
Ministry of Planning, Budget and
Management
Brasilia, D.F.

José Antonio MARCONDES DE CARVALHO
Ambassador
Permanent Representative of the
Federative Republic of Brazil
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

Felipe HADDOCK LOBO GOULART
Second Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Federative Republic of Brazil
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

CAMEROON

Executive Board Director

Médi MOUNGUI
Deuxième Conseiller
Représentant permanent adjoint
de la République du Cameroun
auprès du FIDA
Rome

CANADA

Kent VACHON
Counsellor (Development)
Alternate Permanent Representative
of Canada to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

CHINA

Executive Board Director

YANG Shaolin
Deputy Director-General
International Department
Ministry of Finance
Beijing

ZOU Ciyong
Director
International Department
Ministry of Finance
Beijing

LIU Fang
Deputy Director
International Department
Ministry of Finance
Beijing

GAO Peng
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of the People's Republic of China
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

ZHANG Lei
Third Secretary
Alternate Permanent Representative
of the People's Republic of China
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

DENMARK

Jeanineke Dahl KRISTENSEN
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative of
the Kingdom of Denmark to IFAD
Rome

Christina WIX WAGNER
Attaché
Department for Multilateral
Organizations
Royal Danish Embassy
Rome

EGYPT

Executive Board Director

Abdel Aziz MOHAMED HOSNI
Agricultural Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Arab Republic of Egypt
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

Yasser SOROOR
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Arab Republic of Egypt
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

FINLAND

Executive Board Director

Riikka LAATU
Minister Counsellor
Permanent Representative
of the Republic of Finland
to the United Nations Food
and Agriculture Agencies
Rome

Inka RÄSÄNEN
Programme Assistant
Embassy of the Republic
of Finland
Rome

FRANCE

Executive Board Director

François MARION
Chef du Bureau de l'Aide au
développement et des institutions
multilatérales de développement (DGTPE)
Ministère de l'économie, de
l'industrie et de l'emploi
Paris

Clarisse PAOLINI
Adjointe au Chef du Bureau de l'Aide au
développement et des institutions
multilatérales de développement (DGTPE)
Ministère de l'économie, de
l'industrie et de l'emploi
Paris

Jean-François CHARPENTIER
Conseiller
Représentant permanent adjoint
de la République française
auprès de l'OAA
Rome

GERMANY

Executive Board Director

Heike KUHN
First Counsellor
Alternate Permanent Representative of
the Federal Republic of Germany
to IFAD
Rome

Sarah-Diana LÖW
Intern
Permanent Representation of the
Federal Republic of Germany
Rome

GREECE

Nike Ekaterini KOUTRAKOU
First Counsellor
Director
Emergency, Humanitarian
and Food Aid Division
Ministry of Foreign Affairs
Athens

GREECE (cont'd)

Emmanuel MANOUSSAKIS
Minister Plenipotentiary
for Agricultural Affairs
Alternate Permanent Representative
of the Hellenic Republic to IFAD
Rome

GUATEMALA

Executive Board Director

Francisco BONIFAZ RODRÍGUEZ
Embajador
Representante Permanente de la
República de Guatemala ante los
Organismos de las Naciones Unidas
Roma

Ileana RIVERA DE ANGOTTI
Ministro Consejero
Representante Permanente Alterno
de la República de Guatemala ante los
Organismos de las Naciones Unidas
Roma

INDIA

Executive Board Director

Sindhushree KHULLAR
Additional Secretary (Economic Affairs)
Department of Economic Affairs
Ministry of Finance
New Delhi

Ramalingam PARASURAM
Minister (Agriculture)
Alternate Permanent Representative
of the Republic of India to the
United Nations Food and Agriculture
Agencies
Rome

INDONESIA

Executive Board Director

Hasanuddin IBRAHIM
Secretary-General
Department of Agriculture
Jakarta

INDONESIA (cont'd)

Siti Nugraha MAULUDIAH
 Counsellor (Multilateral Affairs)
 Alternate Permanent Representative
 of the Republic of Indonesia to IFAD
 Rome

Purnomo Ahmad CHANDRA
 First Secretary (Multilateral Affairs)
 Alternate Permanent Representative
 of the Republic of Indonesia
 to IFAD
 Rome

Ade CHANDRADIJAYA
 Bureau of International Relations
 Department of Agriculture
 Jakarta

Danny RAHDIANSYAH
 Third Secretary (Multilateral Affairs)
 Alternate Permanent Representative
 of the Republic of Indonesia
 to IFAD
 Rome

ITALY

Executive Board Director

Augusto ZODDA
 Adviser
 Department of the Treasury
 Ministry of Economy and Finance
 Rome

JAPAN

Executive Board Director

Kazumasa SHIOYA
 Minister Counsellor
 Deputy Permanent Representative of
 Japan to the United Nations Food
 and Agriculture Agencies
 Rome

Toshitaka NAKANO
 First Secretary
 Economic Section
 Embassy of Japan
 Rome

KUWAIT

Waleed AL-BAHAR
Regional Manager for Central Asia
and European Countries
Operations Department
Kuwait Fund for Arab
Economic Development
Kuwait City

Lamya AHMED AL-SAQQAF
Permanent Representative of the
State of Kuwait to the United
Nations Food and Agriculture
Agencies
Rome

MALI

Executive Board Director

Mohammed Al Moustapha CISSÉ
Premier Conseiller
Chargé d'affaires, a.i.
Ambassade de la République
du Mali
Rome

MEXICO

Executive Board Director

Jorge Eduardo CHEN CHARPENTIER
Embajador
Representante Permanente de
los Estados Unidos Mexicanos
ante el FIDA
Roma

Diego Alonso SIMANCAS GUTIERREZ
Segundo Secretario
Representante Permanente Alterno
de los Estados Unidos Mexicanos
ante el FIDA
Roma

NETHERLANDS

A. M. Agnes VAN ARDENNE-VAN DER HOEVEN
Ambassador
Permanent Representative
of the Kingdom of the Netherlands
to the United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

NETHERLANDS (cont'd)

Executive Board Director

Theo VAN BANNING
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Kingdom of the Netherlands
to the United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

Eva OSKAM
Junior Professional Officer
Permanent Representation of the
Kingdom of the Netherlands to the
United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

Edmee MOOJEN
Intern
Permanent Representation of the
Kingdom of the Netherlands to the
United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

NIGERIA

Executive Board Director

Yaya O. OLANIRAN
Permanent Representative of the
Federal Republic of Nigeria
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

NORWAY

Executive Board Director

Arne B. HØNNINGSTAD
Ambassador
Permanent Representative of the
Kingdom of Norway to IFAD
Rome

PAKISTAN

Obeid Rubbani QURESHI
Joint Secretary
Economic Affairs Division
Ministry of Economic Affairs
and Statistics
Islamabad

PAKISTAN (cont'd)

Aamir Ashraf KHAWAJA
Agricultural Counsellor
Alternate Permanent Representative
of the Islamic Republic of Pakistan
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

QATAR

Akeel HATOOR
Adviser
Embassy of the State
of Qatar
Rome

REPUBLIC OF KOREA

Executive Board Director

SEO Hae-dong
First Secretary
Alternate Permanent Representative of the
Republic of Korea to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

SAUDI ARABIA

Tareq Abdulkarim ALDRIWEESH
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Kingdom of Saudi Arabia
to FAO
Rome

SOUTH AFRICA

Executive Board Director

Njabulo NDULI
Director General
Department of Agriculture
Ministry of Agriculture and Land Affairs
Pretoria

SOUTH AFRICA (cont'd)

Duncan SEBEFELO
Counsellor (Multilateral Affairs)
Alternate Permanent Representative
of the Republic of South Africa
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

SPAIN

Vera Cruz SOLER DEL CAMPO
Primer Secretario
Embajada de España
Roma

SWEDEN

Executive Board Director

Amalia GARCIA-THÄRN
Minister Counsellor
Permanent Representative
of the Kingdom of Sweden
to IFAD and WFP
Rome

SWITZERLAND

Executive Board Director

Pio WENNUBST
Conseiller
Représentant permanent adjoint
de la Confédération suisse auprès
de la FAO, du FIDA et du PAM
Rome

UNITED ARAB EMIRATES

Obeid Ali Mirghani HASSAN
Press Officer
Embassy of the United
Arab Emirates
Rome

UNITED KINGDOM

Executive Board Director

Elizabeth NASSKAU
Deputy Permanent Representative of
the United Kingdom of Great Britain and
Northern Ireland to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

UNITED STATES

Executive Board Director

Elizabeth H. MORRIS
Deputy Director
Office of Multilateral
Development Banks
Department of the Treasury
Washington, D.C.

Andrew VELTHAUS
International Economist
Office of Multilateral
Development Banks
Department of the Treasury
Washington, D.C.

VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF)

Executive Board Director

Luis Arias BELLORÍN
Vicepresidente de Cooperación y
Financiamiento Internacional
Banco de Desarrollo Económico y
Social de Venezuela (BANDES)
Caracas

Gladys Francisca URBANEJA DURÁN
Embajadora
Representante Permanente de
la República Bolivariana de
Venezuela ante los Organismos
de las Naciones Unidas
Roma

**OBSERVER
OBSERVATEUR
OBSERVADOR**

SUDAN

Observer

Mohamed Eltayeb ELFAKI EL NOR
Counsellor (Agricultural Affairs)
Permanent Representative of the
Republic of the Sudan to the
United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

Liste des documents soumis au Conseil d'administration à la quatre-vingt-quatorzième session

Document	Point de l'ordre du jour	Titre
EB 2008/94/R.1	2	Ordre du jour provisoire
EB 2008/94/R.1/Add.1		Calendrier de travail
EB 2008/94/R.2 + C.R.P.1	3	Politique du FIDA relative à la promotion de l'accès à la terre et de la sécurité foncière
EB 2008/94/R.3	4	Priorités stratégiques pour un programme de travail, un mécanisme de financement du développement des programmes et des budgets administratif et d'investissement du FIDA et de son Bureau de l'évaluation pour 2009 axés sur les résultats
EB 2008/94/R.4	5	Politique de gestion des risques au FIDA
EB 2008/94/R.5	7	Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la cinquante-deuxième session
EB 2008/94/R.6 + Add.1	8	Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction (PRISMA)
EB 2008/94/R.7 + Add.1	9 a)	Burundi: Programme d'options stratégiques pour le pays
EB 2008/94/R.8 + Add.1*	9 b)	Viet Nam: Programme d'options stratégiques pour le pays
EB 2008/94/R.9 + Add.1*	9 c)	Brésil: Programme d'options stratégiques pour le pays
EB 2008/94/R.10 + Add.1	10	Ressources disponibles pour engagement
EB 2008/94/R.11 + Add.1 + Sup.1	11 a) i)	Cameroun: Projet d'appui au développement de la microfinance rurale
EB 2008/94/R.12 + Sup.1	11 a) ii)	Congo: Projet de développement rural dans les départements de la Likouala, du Pool et de la Sangha
EB 2008/94/R.13 + Corr.1 + Sup.1	11 a) iii)	Sénégal: Projet d'appui aux filières agricoles
EB 2008/94/R.14	11 b) i)	Madagascar: Projet d'appui au renforcement des organisations professionnelles et aux services agricoles
EB 2008/94/R.15 + Sup.1	11 b) ii)	Mozambique: Programme de promotion des marchés ruraux
EB 2008/94/R.16 + Add.1 + Sup.1	11 b) iii)	Rwanda: Projet de gestion communautaire des bassins versants de Kirehe
EB 2008/94/R.17 + Add.1 + Sup.1	11 c) i)	Indonésie: Projet relatif au programme national d'autonomisation des communautés rurales
EB 2008/94/R.18	11 c) ii)	Kirghizistan: Projet relatif aux investissements et aux services dans le secteur agricole
EB 2008/94/R.19 + Add.1 + Sup.1	11 d)	Costa Rica: Programme national de développement du secteur rural et de l'entreprise
EB 2008/94/R.20 + Add.1 + Sup.1	11 e) i)	Albanie: Programme de liaison des zones montagneuses aux marchés
EB 2008/94/R.21	11 e) ii)	Géorgie: Mémoire du Président: Programme de développement rural pour les zones de montagne et de hautes terres (prêt n° 543-GE) – Modification de l'accord de prêt
EB 2008/94/R.22 + Add.1 + Sup.1	11 e) iii)	Moldova: Programme relatif aux services financiers ruraux et à la commercialisation
EB 2008/94/R.23 + Add.1	11 e) iv)	Soudan: Projet d'amélioration des moyens de subsistance dans le Sud-Soudan

Document	Point de l'ordre du jour	Titre
EB 2008/94/R.24	11 f)	Mémorandum du Président: Modification des modalités de supervision
EB 2008/94/R.25	11 g)	Mémorandum du Président: Modifications apportées aux accords de prêt et de financement pour: 1) le Projet de renforcement de la compétitivité de l'économie rurale dans le département de Yoro (prêt n° 743-HN), République du Honduras; et 2) le Projet en faveur de l'accès des petits producteurs aux chaînes de valeur et aux marchés (prêt n° 729-NI et don DSF-8009-NI), République du Nicaragua
EB 2008/94/R.38		Mise à jour sur les mesures immédiates prises par le FIDA pour faire face à la hausse des prix des produits alimentaires
EB 2008/94/R.26	12 a)	Dons au titre du guichet mondial/régional destinés à des centres et organisations internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI
EB 2008/94/R.27	12 b)	Don au titre du guichet mondial/régional destiné à un centre international bénéficiant du soutien du GCRAI
EB 2008/94/R.28	12 c)	Don au titre du guichet-pays spécifique à l'Organisation des femmes ougandaises pour sauver des orphelins au profit du renforcement des capacités institutionnelles, de la mobilisation des ressources et du développement des services financiers ruraux
EB 2008/94/R.29	13	Activités prévues au titre des projets 2008-2009
EB 2008/94/R.30	14	Structure et teneur révisées du Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement
EB 2008/94/R.31	15	Rapport sur les deuxième et troisième sessions de la Consultation sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA
EB 2008/94/R.32	16 a) i)	Rapport sur l'état des contributions à la septième reconstitution des ressources du FIDA
EB 2008/94/R.33	16 a) ii)	Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le deuxième trimestre 2008
EB 2008/94/R.34	16 b) i)	Rapport du Comité d'audit
EB 2008/94/R.35	16 b) ii)	Rapport du Comité d'audit sur la cent unième réunion
EB 2008/94/R.36	17	Projet d'ordre du jour provisoire de la trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs
EB 2008/94/R.37	18 b)	Protocole d'accord entre la FAO, le FIDA, le PAM et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA)
EB 2008/94/INF.1		Arrangements pour la quatre-vingt-quatorzième session du Conseil d'administration
EB 2008/94/INF.2		Rapport préliminaire sur la gestion des risques au FIDA
EB 2008/94/INF.3		Modalités et conditions de prêt du FIDA: taux d'intérêt à appliquer en 2009 pour les prêts accordés à des conditions ordinaires et intermédiaires
EB 2008/94/INF.4		Rapport de situation sur les arriérés au titre du remboursement du principal et du règlement des intérêts et commissions de service
EB 2008/94/INF.5		Rapport du secrétariat de la Coalition internationale pour l'accès à la terre
EB 2008/94/INF.6		Liste des documents pour la quatre-vingt-quatorzième session du Conseil d'administration

Document	Point de l'ordre du jour	Titre
EB 2008/94/INF.8		Rapport supplémentaire sur les activités de gestion des risques au FIDA
EB 2008/94/INF.9*		Résumé des propositions de projet, programme et don examinées par le Conseil d'administration

* Document distribué en anglais seulement.

Cote du document:	<u>EB 2008/94/R.1/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>2</u>
Date:	<u>10 septembre 2008</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Ordre du jour

Conseil d'administration — Quatre-vingt-quatorzième session
Rome, 10-11 septembre 2008

Pour: **Approbation**

Ordre du jour

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Politique du FIDA relative à l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière
4. Priorités stratégiques pour un programme de travail, un mécanisme de financement du développement des programmes et des budgets administratif et d'investissement du FIDA et de son Bureau de l'évaluation pour 2009 axés sur les résultats
5. Politique de gestion des risques au FIDA
6. Mise à jour verbale sur le Plan d'action: réforme des ressources humaines
7. Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la cinquante-deuxième session
8. Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction (PRISMA)
9. Programmes d'options stratégiques pour les pays
 - a) Afrique orientale et australe
Burundi
 - b) Asie et Pacifique
Viet Nam
 - c) Amérique latine et Caraïbes
Brésil
10. Ressources disponibles pour engagement
11. Propositions de projets/programmes présentées au Conseil d'administration pour examen
 - a) Afrique de l'Ouest et du Centre
 - i) Cameroun: Projet d'appui au développement de la microfinance rurale
 - ii) Congo: Projet de développement rural dans les départements de la Likouala, du Pool et de la Sangha
 - iii) Sénégal: Projet d'appui aux filières agricoles
 - b) Afrique orientale et australe
 - i) Madagascar: Projet d'appui au renforcement des organisations professionnelles et aux services agricoles
 - ii) Mozambique: Programme de promotion des marchés ruraux
 - iii) Rwanda: Projet de gestion communautaire des bassins versants de Kirehe
 - c) Asie et Pacifique
 - i) Indonésie: Projet relatif au programme national d'autonomisation des communautés rurales
 - ii) Kirghizistan: Projet relatif aux investissements et aux services dans le secteur agricole

- d) Amérique latine et Caraïbes
 - Costa Rica: Programme national de développement du secteur rural et de l'entreprise
 - e) Proche-Orient et Afrique du Nord
 - i) Albanie: Programme de liaison des zones montagneuses aux marchés
 - ii) Géorgie: Mémoire du Président: Programme de développement rural pour les zones de montagne et de hautes terres (prêt no 543-GE) – Modification de l'accord de prêt
 - iii) Moldova: Programme relatif aux services financiers ruraux et à la commercialisation
 - iv) Soudan: Projet d'amélioration des moyens de subsistance dans le Sud-Soudan
 - f) Mémoire du Président: Modification des modalités de supervision
 - g) Mesures prises par le FIDA pour faire face à la hausse des prix des produits alimentaires
 - i) Mémoire du Président: Modifications apportées aux accords de prêt et de financement pour: 1) le Projet de renforcement de la compétitivité de l'économie rurale dans le département de Yoro (prêt n° 743-HN), République du Honduras; et 2) le Projet en faveur de l'accès des petits producteurs aux chaînes de valeur et aux marchés (prêt n° 729-NI et don DSF-8009-NI), République du Nicaragua
 - ii) Mise à jour sur les mesures immédiates prises par le FIDA pour faire face à la hausse des prix des produits alimentaires
12. Propositions de dons présentées au Conseil d'administration pour examen
- a) Dons au titre du guichet mondial/régional destinés à des centres et organisations internationaux ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI
 - b) Don au titre du guichet mondial/régional destiné à un centre international bénéficiant du soutien du GCRAI
 - c) Don au titre du guichet-pays spécifique à l'Organisation des femmes ougandaises pour sauver des orphelins au profit du renforcement des capacités institutionnelles, de la mobilisation des ressources et du développement des services financiers ruraux
13. Activités prévues au titre des projets
14. Structure et teneur révisées du Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement
15. Rapport sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA
16. Questions financières
- a) Rapports sur l'état d'avancement
 - i) Rapport sur l'état des contributions à la septième reconstitution des ressources du FIDA
 - ii) Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le deuxième trimestre 2008
 - b) Rapports du Comité d'audit
 - i) Rapport du président du Comité d'audit sur la centième réunion
 - ii) Rapport du président du Comité d'audit sur la cent unième réunion

17. Projet d'ordre du jour provisoire de la trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs
18. Autres questions
 - a) Initiative de la France en vue d'un partenariat mondial pour la sécurité alimentaire
 - b) Protocole d'accord avec l'Alliance pour une révolution verte en Afrique

